

de taille à pouvoir les résoudre tous ensemble et vite. Le temps s'est vengé de ce qu'on a voulu faire sans lui et, aujourd'hui, tout est à recommencer.

Parmi les problèmes qui s'offrent à notre attention, je crois que le plus important et le plus urgent à résoudre est le problème économique. Le discours du trône annonce la détermination du Gouvernement de faciliter, et de façon efficace, la reprise des activités économiques de notre pays dans toutes les sphères, en tenant compte des exigences de l'ordre naturel, économique, social et politique.

L'ordre naturel commande que les peuples aient des relations économiques entre eux; et c'est pour cette raison, je crois, qu'ils ont inventé et qu'ils perfectionnent sans cesse leurs méthodes de production et leurs moyens de communication et de distribution.

Le commerce a toujours été le gagne-pain des peuples, une cause universelle de travail, une source précieuse de revenus pour l'Etat, en même temps qu'une garantie très sérieuse de paix et de prospérité. Ce n'est pas un rêve d'avenir que cette théorie; elle a subi l'épreuve du temps et elle est devenue plus vraie que jamais: les années de prospérité sont toujours accompagnées d'une période d'activité économique intense.

Le traité de réciprocité que le gouvernement canadien vient de conclure avec les Etats-Unis, de même que le règlement du différend japonais et les négociations que le Gouvernement se propose d'entamer ou d'entreprendre avec les autres pays étrangers, sont des initiatives qui ne peuvent avoir que d'heureuses répercussions et qui montrent bien la correspondance parfaite entre ce qui se dit et ce qui se fait du côté de la Chambre où siègent les libéraux.

(Traduction)—Le Gouvernement, monsieur l'Orateur, comprend que si nous voulons tenir le Canada occupé et appliquer ce magnifique précepte des conservateurs "Le Canada avant tout", il nous faut d'abord activer le commerce et entrer en relations commerciales avec quiconque le désire. C'est à cette condition même que nous trouverons la solution voulue de la plupart de nos problèmes nationaux: le chômage, les chemins de fer, l'industrie et le commerce, les revenus et les impôts, et ainsi de suite. Et, pour plus de facilité et de sécurité, le Gouvernement, comme l'indique le discours du trône, se propose d'organiser le crédit national sur une base nationale en faisant de la Banque du Canada une institution de l'Etat.

(Texte)—Mais il serait vraiment regrettable, monsieur l'Orateur, que les efforts du Gouvernement pour assurer plus de bien-être à la population tournent à l'avantage exclusif

d'un groupe d'individus qui n'en a pas besoin. Le Gouvernement évite le danger en avertissant les exploités sans vergogne qu'il usera de la raison d'Etat chaque fois que la chose sera nécessaire pour défendre les intérêts des petits contre les empiètements des puissants. C'est un acte de courage qui vient à propos et dont il convient de le féliciter tout particulièrement.

D'où vient qu'il y ait aujourd'hui tant de misère partout dans le monde quand la quantité et la qualité des choses n'ont changé que pour augmenter et s'améliorer? C'est que, parmi ceux qui détiennent le monopole de la production et de la distribution, un trop grand nombre se permettent des abus considérables qu'ils devraient s'empresser de discontinuer parce que demain, si la misère continue comme depuis cinq ans dans notre pays, il sera trop tard; ce demain-là est peut-être plus près qu'on ne le pense aujourd'hui.

Ce n'est pas le Gouvernement qui menace, ce sont les circonstances qui avertissent, circonstances qui pourraient disparaître facilement, avec la bonne volonté de ceux qui les créent s'ils cessaient d'abuser des libertés que leur accorde le régime, s'ils modéraient leur appétit du gain, s'ils accusaient à l'Etat tous leurs revenus et lui versaient intégralement leurs impôts afin de ne pas faire payer d'autres à leur place; s'ils payaient à leurs employés des salaires justes et raisonnables, en un mot, si au lieu de rechercher la puissance et l'admiration ils tâchaient de se faire aimer davantage. Ce serait un sacrifice honorable, et je leur demande au nom de la jeunesse de notre pays; car s'il existe, dans notre société, à l'heure actuelle, une catégorie d'êtres qui font tristement pitié, ce sont les jeunes. Le passé ne leur a pratiquement réservé que des dettes et des obligations, l'avenir ne leur promet guère mieux et la plupart d'entre eux ne savent que faire du présent, que le temps leur apporte. Ils sont là devant la vie doutant de tout et n'espérant rien, un peu comme s'ils étaient devant une rivière attendant qu'elle ait cessé de couler pour traverser. Nous succédons à une génération qui a fait de grandes choses, j'allais dire des erreurs surtout, dont la plus mémorable est une guerre, une guerre, comme a dit quelqu'un, où "l'homme a failli perdre son nom d'homme," une guerre qui a coûté plus cher aux vainqueurs qu'aux vaincus, une guerre qui n'a profité qu'à ceux qui en vivaient, une guerre qui devait nous assurer la paix et qui a semé la guerre.

Nous sentons ces choses avec parfois beaucoup d'amertume. Sans doute nous comprenons que le coup de la crise est dur pour tout le monde, mais le contre-coup, si on ne le